



## États Généraux de l'Alimentation (EGA) Hauts-de-France

### Filière Elevage Laitier : comment consolider cette filière par la recherche de débouchés porteurs de valeur ajoutée ?

Contribution régionale sur la journée 26 septembre 2017

#### **-Participants :**

Plus de 90 personnes étaient présentes pour participer à cette journée.

L'ensemble des acteurs de la filière était représenté (production, conseil agricole, coopératives, industries de transformation, distribution) avec la présence également de représentants des consommateurs, de la recherche, de l'enseignement agricole...

Parmi les participants : Conseil Régional, une députée (Anne-laure Cattelot, 12<sup>ème</sup> circonscription du Nord), Chambre d'Agriculture, JA, FRSEA, GabNord, Ucanel-Catillon, LactUnion, Sodiaal, représentant centre E. Leclerc, DDT(M)...

#### **-Lieu de la visite organisée pour illustrer une partie des débats de la journée :**

La ferme du pont des loups, à Saint Aubin (59 440), est une exploitation familiale (2<sup>ème</sup> génération) qui a développé différents projets créateurs de valeur ajoutée, passant ainsi d'une exploitation de 25ha/25VL à 150ha/150VL.

Les projets présentés allient : réduction des coûts (autonomie alimentaire du troupeau, valorisation des co-produits...) et orientation de l'activité pour augmenter la création de valeur ajoutée agricole (AOP Maroilles et marques régionales, transformation et vente à la ferme...) et agri-touristique (y compris visites pédagogiques).

Ce projet illustre parfaitement les possibilités d'amélioration de la valeur ajoutée, en jouant à la fois sur les coûts de production, une stratégie de différenciation, et la diversification avec des activités connexes.

#### **-Animation des débats :**

Mme Virginie Charpenet, rédactrice en chef de Terres & Territoires

#### **-Principaux constats évoqués et éléments de diagnostic :**

##### Les atouts à valoriser en Hauts-de-France :

- **technicité** : une agriculture de qualité (accompagnement des éleveurs important et diversifié, enseignement agricole dédié...)
- **qualité** : une agriculture normée reconnue pour sa qualité au regard de la sécurité alimentaire (avec une garantie de qualité pour l'export grâce aux normes et contrôles), qui la place de façon très compétitive y compris en Europe.
- **identité** : l'identité forte des territoires infra-régionaux d'élevage à mettre en valeur, notamment grâce aux signes officiels de qualité et aux démarches territoriales qui méritent d'être développées et soutenues.
- **structuration** : présence de l'ensemble de la filière sur le territoire et de bassins de consommation particulièrement importants avec plusieurs grande ou très grande villes.

##### Les difficultés et freins à lever :

- **nombre d'éleveurs** : diminution qui met en péril le maintien de la collecte dans certains secteurs et qui ne permet pas de répondre à la demande croissante
- **distorsion de concurrence** : face aux normes et coûts d'autres pays qui pénalise les éleveurs des HDF
- **cadre réglementaire des prix** : qui ne permet pas de construire des prix rémunérateurs pour les producteurs

## -Pistes de solutions identifiées par les acteurs de la filière :

### Les pistes de travail relevant du niveau national :

- **organisation** : optimiser l'organisation stratégique des organisations de producteurs de l'élevage laitier face aux GMS, aux associations de consommateurs...
- **cadre national du commerce à revoir** : LME, construction des prix, seuil de revente à perte ; promotions
- **volatilité des prix à amortir**: via un fonds d'assurance ou des garanties bancaires, pour donner une vision à moyen terme et permettre ainsi les installations, la modernisation des exploitations
- **communication à intensifier à l'international** : l'image de la France doit progresser pour capter des parts de marché (le marché mondial progresse)
- **communication à améliorer au niveau national** : l'image de l'agriculture est celle des crises (économiques, sanitaires, ...) alors qu'il y a un engagement des agriculteurs (souvent passionnés) et un niveau de qualité des produits qui est trop méconnu. Cela est directement lié à l'attractivité du métier d'éleveur qui pâtit d'une mauvaise image alors qu'il faut encourager les projets d'installation.
- **R&D à encourager** : la stratégie à l'export est un travail continu sur la qualité et l'innovation pour répondre aux attentes des marchés en termes de produits attendus (ex : DLC à 3 mois en France et à 12 mois en Chine) mais aussi de logistique... Il faut savoir adapter les produits aux attentes des clients, qui ne sont pas les mêmes selon les cibles et les pays.
- **export à réfléchir** : l'export concerne 40 % du lait français, mais cette voie devrait être exploitée avec la construction d'une réelle stratégie de gamme à l'export et non pas être pensée comme une voie de dégageant. Le succès à l'export des produits laitiers français peut s'appuyer sur des produits qui se démarquent des PGC (produits de grande consommation). La France n'a rien à gagner en se battant sur le marché mondial du lait « de base », mais dispose de sérieux atouts pour construire une réelle stratégie de différenciation.
- **stratégie de différenciation** : le besoin de s'appuyer sur tous les marchés (export, circuits de proximité, BIO, fromages de qualité...) de façon complémentaire et non en concurrence fait clairement consensus.

### Les pistes de travail relevant du niveau régional :

- **animation/conseil**: favoriser l'accompagnement des éleveurs dans la maîtrise de leurs coûts et animer les filières de seconde transformation locale pour optimiser la valeur ajoutée dans les territoires. Une **injection de matière grise auprès des exploitants agricoles** aurait un effet levier considérable et devrait être un complément significatif aux efforts faits en matière d'aides aux investissements physiques.
- **formation** : étoffer l'offre de formation pour accroître la technicité en compétences multiples et préparer les agriculteurs aux évolutions dans une approche globale (ou approche « système ») de leur exploitation. Il s'agit d'accompagner les exploitants pour qu'ils soient moins dépendants (aux charges opérationnelles, aux approvisionnements...)
- **compétitivité** : permettre l'investissement pour maintenir la compétitivité sur tous les segments de marché
- **assistance** : le métier d'agriculteur doit muter pour permettre aux nouvelles générations de se projeter dans cette activité. Il faut sortir de l'image d'un métier dont on est esclave, ce qui est possible grâce à l'assistance qui peut être développée, aux services de remplacement...
- **implication des territoires** : les outils de production doivent être portés par les territoires pour éviter les conflits d'usage et, en miroir, les gains de compétitivité doivent profiter aux territoires. Cela passe par un travail de terrain, territoire par territoire, notamment avec les élus.
- **consommation locale** : les achats publics, la restauration commerciale sont des marchés locaux à capter pour y écouler les produits régionaux. Il faut travailler avec l'artisanat.
- **échanges réguliers, dans un format collectif** : la démarche initiée dans le cadre des EGA, d'un dialogue ouvert, avec un ensemble très large de partenaires concernés, dans les territoires, est saluée par tous. Il est proposé de se revoir sur le même thème et dans un format similaire dans 6 mois environ.

Concernant la communication sur une image positive de l'agriculture, le **Préfet de la région Hauts-de-France** a proposé plusieurs pistes concrètes dans son intervention de conclusion :

- Intérêt que les territoires se réapproprient la connaissance de l'agriculture présente localement, pour la valoriser et l'accompagner
- Intérêt des circuits de proximité, pas uniquement comme segment de marché, mais aussi pour recréer du

lien entre agriculture et société, de façon concrète et locale.

- Proposer lors des journées du patrimoine en septembre 2018 un « label » permettant d'ouvrir sur le patrimoine agricole (à la fois les produits, les métiers et les lieux de production)
- S'appuyer sur l'enseignement agricole et ses structures ancrées dans les territoires pour faire connaître le métier

Suggestion complémentaire de la DRAAF (*non abordée faute de temps dans le déroulé du programme prévisionnel*) : une opportunité pour l'État (DRAAF et DDT(M)) d'accompagner l'animation territoriale sur la valorisation des co-produits de l'élevage et de la transformation des produits d'élevage : méthanisation collective, économie circulaire (échanges paille-fumier), développement des filières de transformation secondaire des produits laitiers. A noter des embryons de projets, émergents au sein de collectifs d'agriculteurs, qui appellent de leurs vœux un partenariat étroit avec les collectivités locales, tout en voulant conserver à leur niveau la majorité décisionnelle sur le projet.